

Lyon le 30 mars 2021

M.le Président du CTL,

Un an après le début de la crise sanitaire, certains d'entre nous vivent leur 3^e confinement, alors que les autres s'y préparent. Cette épidémie qui frappe aussi bien les pays riches que les pays pauvres, a mis en exergue les injustices économiques, sociales et sanitaires internes mais aussi entre pays. Elle met également en évidence la brutalité et les injustices qui existent partout à travers le monde. La gestion de la crise est abordée pays par pays sans réelle stratégie globale et des logiques nationalistes tournent le dos à tous les idéaux de solidarité. Il apparaît désormais, que le chacun pour soi devient le maître mot au mépris de la santé du plus grand nombre. La technologie et la recherche ont permis la production de vaccins, mais nous ne pouvons que déplorer les compétitions internationales et faire le constat de l'échec de la coopération internationale sur ce point. Une nouvelle fois, la course effrénée aux profits a des effets désastreux.

En France, depuis un an, ce gouvernement montre au quotidien son inaptitude à préserver la santé du plus grand nombre. Comment pourrait-il en être autrement quand seuls les intérêts économiques prévalent. Entre le projet de loi sécurité globale, celui sur le séparatisme devenu « confortant le respect des principes de la République », le schéma national du maintien de l'ordre, les décrets fichage et ensuite le « beauvau de la sécurité », le gouvernement impose un ensemble de mesures très autoritaires. Elles ont pour but de faire taire les oppositions à ces politiques de destruction sociale et aux suppressions massives d'emploi.

Les services publics, en premier lieu celui de la santé, crèvent de ne pas pouvoir recruter les personnels pour faire face à une crise sanitaire que notre hôpital public n'est pas en mesure d'absorber. Le « quoi qu'il en coûte » ne concerne pas à l'évidence, le patient « santé publique » à terre après de trop nombreuses années de diète budgétaire et de réformes organisationnelles. Les suppressions de lits se poursuivent, pour réaliser des économies à court terme, malgré les besoins évidents pour la population.

À la DGFIP, nous restons dans la droite lignée des réformes déjà engagées et visons à respecter le dogmatisme libéral du « moins de services publics, moins d'agents du service public, moins d'égalité entre les citoyens ». Pourtant la crise sanitaire actuelle révèle combien nos services sont indispensables aux attentes des citoyens et des acteurs économiques. Ainsi, la DGFIP tient actuellement un rôle majeur dans le dispositif d'aide aux entreprises avec la gestion du Fonds de Solidarité. Cela engendre une charge de travail extrêmement importante et chronophage pour les agents en charge de cette mission qui demande un haut degré de technicité et de très solides connaissances professionnelles. Cette nouvelle mission arrive dans un

contexte où la situation des services est déjà proche de la rupture vu que nous subissons depuis des années des milliers de suppressions d'emplois : plus de 40000 en 10 ans, 2000 encore pour 2021.

D'un côté, la fragilisation des services se poursuit faute d'effectifs suffisants, et de l'autre, les restructurations incessantes bouleversent continuellement l'exercice des missions.

La DISI RAAB, et surtout les agents qui la composent, n'échappe pas aux conséquences de ces politiques de rigueur.

Dans les services de développement, l'inquiétude est forte. Quel sera l'impact de la réorganisation des services centraux sur les DISI ? Les agents sont dans le flou et attendent des réponses et des garanties quant à la pérennité des missions.

Touchés par les diminutions d'effectifs, impactés de plein fouet par les travaux induits des restructurations continues du réseau, les services d'assistance, en font eux aussi les frais. La crise sanitaire a elle eu aussi un impact lourd dans les CID, qui ont dû préparer des milliers de portables dans l'urgence, au gré des livraisons des fournisseurs. Si leur travail est plébiscité et reconnu de tous les agents des DDFIP/DRFIP, les collègues ont aujourd'hui le sentiment d'être abandonnés. Sentiment d'autant plus compréhensible que les charges de travail augmentent, et que plusieurs postes n'ont pas été pourvus lors du dernier mouvement de mutations.

Pour nous, la solution à cette augmentation des charges de travail, passe par un recrutement minimal à hauteur des emplois non pourvus dans notre direction. D'après le tableau fourni dans le rapport d'activité il manque plus de 10 % des effectifs à la DISI RAAB. L'écart entre les effectifs qui sont disponibles et les effectifs théoriques est de plus de 60 emplois sur un effectif théorique de 595. Nous vous précisons que lorsque nous parlons de recrutement, nous parlons bien de l'affectation d'agents qualifiés, et pas d'un recrutement de contractuels ou de vacataires aux conditions précaires.

Pour solidaires Finances Publiques, il est donc urgent d'arrêter immédiatement toute suppression de postes et de combler les vacances d'emplois.

Nous vous demandons aujourd'hui des garanties fortes et concrètes en ce sens. Il en va des conditions de travail de l'ensemble de nos collègues et de l'aide apportée au quotidien aux agents de tous les services de notre administration.

Nous souhaitons un réel changement de cap pour « le monde de demain »: que la DGFIP devienne une administration aux missions consolidées, aux chaînes de travail renforcées et sécurisées, aux structures pérennes, voire renforcées. Que les agents bénéficient d'une reconnaissance effective et collective, et que les conditions de travail puissent enfin s'améliorer.